

GROUPE DU PORTE-PAROLE
SPREKERGRUPPE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
SPOKESMAN'S GROUP

NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO
Luxembourg, juillet 1972

Les investissements dans les industries du charbon et de l'acier de la Communauté

I - Résumé de l'enquête 1972

Au 1er janvier de chaque année, la Commission des Communautés Européennes mène auprès des entreprises relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), une enquête concernant les investissements passés et futurs et leur incidence sur les possibilités de production. Les résultats de l'enquête 1972 sont résumés ci-dessous :

A) Selon les déclarations des entreprises, les possibilités annuelles d'extraction de houille qui entre 1970 et 1971 ont été ramenées de 183 à 174 millions de tonnes, se contracteraient encore de quelque 27 millions de tonnes d'ici à 1975 pour ne plus atteindre alors que 147 millions de tonnes. Ainsi que les précédents rapports l'ont souligné, l'expérience montre cependant que, dans cette industrie, les chiffres prévisionnels relatifs aux régressions sont généralement inférieurs à ceux des fermetures effectivement réalisées. En vertu de cette observation et compte tenu du rythme de la régression de la consommation et de la pression des charbons d'importation il n'est pas exclu que certaines entreprises soient conduites à réviser leurs programmes et à accentuer leur repli; les possibilités d'extraction seraient alors inférieures au chiffre de 147 millions annoncé.

B) Par contre, dans le secteur de la cokéfaction, le redressement prévu par l'enquête 1971 se confirme. De 1970 à 1971 les possibilités de production sont passées de 71 à 75 millions de tonnes. Toutefois, suivant l'enquête de cette année, ces possibilités de production ne s'établiraient encore qu'à 78 millions de tonnes en 1975 au lieu des 80 millions de tonnes prévues pour 1974 par l'enquête précédente. L'accroissement aujourd'hui prévu pour la période 1971/1975 correspond à un taux annuel moyen de quelque 1,7 %. Cet accroissement résultera essentiellement des programmes de l'industrie sidérurgique, localisés pour l'essentiel dans les usines côtières. Encore, eu égard à l'âge et à l'état de vétusté de maintes batteries pour lesquelles nombre d'entreprises ne consentent plus de dépenses nouvelles, la fermeture de certaines capacités pourrait être imposée plus tôt que ne l'annoncent les exploitants. En conséquence il est très probable que les possibilités de production n'atteindront pas 78 millions de tonnes en 1975, ni peut-être même le chiffre de 77 millions de tonnes envisagé pour 1975 par les Objectifs généraux "Acier" publiés l'année dernière (1).

(1) voir Journal Officiel des Communautés Européennes du 29 septembre 1971.

NO ENGLISH

C) Dans les mines de fer, les possibilités d'extraction, qui avaient marqué une certaine stabilisation au cours des années 1968 à 1970, ont de nouveau accusé un fléchissement et ont été ramenées de 80 millions de tonnes en 1970 à 75 millions de tonnes en 1971.

D) Les entreprises sidérurgiques confirment dans leurs réponses à la présente enquête les orientations dégagées par le précédent rapport. Leurs dépenses d'investissements, après avoir atteint en 1970 le chiffre record de 1,7 milliard d'unités de compte, ont progressé en 1971 à près de 2,2 milliards; elles annoncent pour 1972 un nouveau relèvement à 2,6 milliards. La plupart des régions de la Communauté contribuent, selon des proportions il est vrai inégales, à l'accroissement des dépenses. L'écart se creuse en particulier entre le rythme d'expansion des possibilités de production des usines littorales d'une part, et des usines intérieures d'autre part. D'ici à 1975 les possibilités de production d'acier brut passeraient de 27 à 44 millions de tonnes pour les premières, et de 109 à 119 millions de tonnes pour les secondes.

Au niveau de la Communauté, la présente enquête porte néanmoins la marque du fléchissement de la conjoncture observé en 1971. Ses résultats font en effet apparaître un certain ralentissement dans le rythme de l'expansion prévue pour les possibilités de production d'acier brut. Pour l'année 1974, ces possibilités s'établiraient suivant l'enquête de cette année à quelque 155 millions de tonnes alors que l'année dernière elles avaient été estimées à 160 millions. Elles n'en semblent pas moins aujourd'hui devoir atteindre 165 millions de tonnes en 1975, rejoignant ainsi tout juste le niveau mentionné par les Objectifs généraux "Acier" pour cette dernière année; les possibilités de production de fonte, à l'horizon 1975, se situeraient de leur côté au niveau de 124 millions de tonnes, déjà retenu par les Objectifs généraux "Acier".

Eu égard au niveau insignifiant des investissements consentis pour les procédés Thomas et Martin il est possible que le niveau aujourd'hui annoncé ne soit pas effectivement atteint dans ces catégories d'aciéries.

Toutefois, les dépenses très considérables engagées pour la production de fonte et le taux d'accroissement élevé attendu pour les possibilités de production des hauts-fourneaux font penser que les aciéries existantes ou projetées seront toutes en mesure d'être ~~lourdes~~ alimentées. Au surplus, l'enquête fait ressortir pour les aciéries à l'oxygène et les aciéries électriques un rythme d'expansion plus rapide même que celui qui avait été prévu par les entreprises à une époque qui était encore toute proche du sommet de la conjoncture.

Dans ces conditions, les réalisations ne devraient guère s'écarter sensiblement du niveau de 163 millions de tonnes.

Pour ce qui est des laminoirs, les taux d'accroissement des possibilités de production prévues s'établissent pour la période 1971-1975 à 2,5 % pour les produits longs et 5,5 % pour les produits plats, contre respectivement 3,3 % et 6,6 % annoncés par l'enquête précédente pour la période 1970-1974. La présente enquête fait donc ressortir une accentuation de la différence du rythme de développement des trains à produits longs d'une part et à produits plats d'autre part.

Les observations relatives à l'accroissement des possibilités de production d'acier brut de l'ordre de 160 millions de tonnes prévu par les Objectifs généraux "Acier" d'ici à 1975 confirment les préoccupations exprimées dans les rapports annuels sur les investissements de 1969, 1970 et 1971 concernant l'augmentation sans précédent de la propension des entreprises à investir, et concluant à la nécessité d'efforts accrus d'adaptation de l'offre à la demande. Dans le même sens, les Objectifs généraux avaient estimé qu'il appartenait aux entreprises d'échelonner dans le temps la mise en service de nouvelles possibilités de production afin d'éviter que de brusques augmentations de l'offre ne perturbent l'équilibre du marché. S'il est vrai que le progrès technique doit souvent entraîner le remplacement de capacités devenues non compétitives par des capacités beaucoup plus importantes, une coopération plus étroite lors des décisions d'investissements serait parfois susceptible de faciliter les ajustements souhaitables, éventuellement sur une base plurinationale.

II - Les programmes déclarés au cours du

1er semestre 1972

Indépendamment des informations qu'elles lui fournissent dans le cadre des enquêtes annuelles sur les investissements, les entreprises adressent à la Commission des déclarations préalables concernant leurs projets les plus importants, au moment où elles prennent la décision de les réaliser. Les montants totaux des dépenses prévisionnelles afférant aux projets déclarés, dont la réalisation s'échelonne généralement sur plusieurs années, traduisent assez bien les variations de la propension à investir.

Au cours du 1er semestre 1972, les déclarations enregistrées ont porté sur des investissements dont le coût prévisionnel total était évalué à 128 millions d'unités de compte en ce qui concerne l'industrie charbonnière et 501 millions d'unités de compte en ce qui concerne la sidérurgie.

.../...

L'évolution des coûts prévisionnels des programmes déclarés, sans doute supérieurs à la moyenne semestrielle de 1971 mais très inférieurs aux chiffres enregistrés en 1969 et 1970 confirme que la propension à investir dans la sidérurgie reflète, en les amplifiant, les fluctuations de la conjoncture.

	1968	1969	1970	1971	1er semestre 1972
Etat de la conjoncture sidérurgique.....	basse	croissante	haute	basse	légèrement améliorée
Coût prévisionnel des programmes déclarés Moyennes semestrielles (en millions u.c.)	335	939	1997	334	501